



# Assemblée générale

Distr. générale  
9 octobre 1998  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-troisième session

Point 91 b) de l'ordre du jour

**Questions de politique macroéconomique :  
financement du développement, y compris  
le transfert net de ressources entre pays  
en développement et pays développés**

## **Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental : travaux des organismes des Nations Unies**

### **Rapport du Secrétaire général**

1. L'Assemblée générale, dans sa résolution 52/179 datée du 18 décembre 1997, a prié le Secrétaire général d'établir un rapport à lui présenter à sa cinquante-troisième session sur les travaux consacrés au financement du développement par les organismes des Nations Unies. Pour aider à l'établissement de ce rapport, le Secrétariat a mené une enquête et a reçu des réponses des organismes suivants : Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Banque mondiale, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fonds international de développement agricole (FIDA), Fonds monétaire international (FMI), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation

internationale du Travail (OIT), Organisation maritime internationale (OMI), Organisation mondiale du commerce (OMC), Programme alimentaire mondial (PAM), Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Société financière internationale (SFI), Union internationale des télécommunications (UIT), Union postale universelle (UPU), Université des Nations Unies (UNU), Institut des hautes études.

2. Afin d'orienter les réponses des organismes, le Secrétariat avait fixé huit grands thèmes : mobilisation de ressources intérieures pour le développement, mobilisation de capitaux internationaux privés pour le développement, coopération financière internationale pour le développement, dette extérieure (bilatérale, multilatérale et commerciale), commerce et financement du développement, nouvelles sources de financement, bonne gouvernance du système monétaire international et systèmes financiers et commerciaux ainsi que leurs relations réciproques et d'autres questions particulières.

3. Le présent rapport a trouvé dans les réponses reçues de nombreux exemples d'approches nouvelles adoptées par les

différents organismes. Ceux-ci mènent pour la plupart des activités très diverses en matière de financement du développement et il n'est pas possible, dans les limites matérielles du présent rapport, de présenter un tableau exhaustif des activités de chacun d'entre eux. Le FMI par exemple a répondu que son mandat lui faisait obligation de s'intéresser activement à toutes les questions visées dans l'enquête et que son personnel en traitait chaque jour. La plupart de ces questions étaient d'ailleurs examinées régulièrement par les représentants des gouvernements à l'occasion d'échanges de vues au sein du Conseil d'administration. Ces activités sont exposées dans le *Rapport annuel* du FMI. De même, dans son *Rapport annuel*, la Banque mondiale expose ses activités concernant le financement du développement. On peut trouver en outre dans les sites Web du FMI et de la Banque mondiale sur l'Internet (voir [www.imf.org](http://www.imf.org) et [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org), respectivement) une liste extensive et, souvent, le texte intégral des documents et des études correspondantes. Le présent rapport se concentrera donc sur les organismes du système des Nations Unies autres que les institutions financières internationales.

### **Perspective générale : l'Agenda pour le développement**

4. Les organismes du système des Nations Unies interviennent à de nombreux titres dans le financement du développement. En premier lieu, ils contribuent à financer le développement par l'intermédiaire de programmes qu'ils appliquent dans les pays en développement. Les activités diverses qu'ils mènent conformément à leurs mandats respectifs sont soumises au contrôle de leurs organes directeurs. Les questions de coordination et le choix des projets les plus valables font toujours l'objet d'un examen. L'Agenda pour le développement (voir résolution 51/240 de l'Assemblée générale, en date du 20 juin 1997, annexe), présentait d'abord les efforts faits par le système des Nations Unies pour améliorer le fonctionnement de ses fonds et programmes au niveau des pays et au niveau du Siège. Il y était toutefois souligné qu'il était nécessaire d'affecter régulièrement et continuellement des ressources aux opérations des Nations Unies pour le développement, sur une base solide et prévisible, et de les augmenter sensiblement au vu des besoins croissants des pays en développement; il était en outre spécifié qu'il fallait continuer à étudier de nouvelles approches, y compris des sources nouvelles de financement, pour les activités entreprises en coopération par l'Organisation des Nations Unies en faveur du développement.

5. L'Agenda pour le développement présentait en outre une analyse, abordée sous un angle élargi, des mesures à prendre pour financer le développement. Il y était souligné que le développement est l'une des grandes priorités de l'Organisation des Nations Unies, et qu'il est une entreprise pluridimensionnelle qui vise à améliorer la qualité de la vie de tous les peuples. Si l'on voulait que l'Agenda soit efficacement appliqué, il fallait donc de toute urgence mobiliser et utiliser plus efficacement les ressources destinées au développement – ressources publiques et privées, financières et humaines, nationales et internationales.

6. L'Agenda énonçait une série de mesures que les pays et la communauté internationale devraient prendre pour mobiliser des financements en faveur du développement. L'épargne intérieure devrait être portée à un niveau approprié et les pays devraient rechercher de nouveaux moyens d'engendrer de nouvelles ressources financières, publiques et privées, notamment par une réduction appropriée de leurs dépenses militaires excessives, y compris les dépenses militaires globales et le commerce des armes ainsi que les investissements consacrés aux armements. Afin de compléter les efforts faits par des pays en développement, notamment les pays africains et les pays les moins avancés, pour se doter d'une épargne, il fallait apporter à ces pays des ressources extérieures pour opérer les investissements qui les aideront à maintenir leur croissance à un niveau convenable. Il fallait explorer de nouvelles voies pour essayer de trouver des ressources à mettre au service du développement. La communauté internationale, et notamment les institutions financières internationales, était invitée à continuer d'étudier de nouvelles formules qui permettraient d'alléger sensiblement la dette qui pèse sur les pays en développement. L'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) allait dans le bon sens et il était souhaitable que les critères d'admissibilité au système de l'Initiative soient appliqués avec suffisamment de souplesse pour que les pays très endettés aient le maximum de chances d'en bénéficier.

7. L'Agenda soulignait qu'il importait de renverser la tendance générale à la baisse de l'aide publique au développement (APD) et qu'il fallait que soient atteints aussitôt que possible les objectifs, convenus sur le plan international, concernant l'APD. Les pays devaient en outre tenir leurs engagements pris au titre d'Action 21<sup>1</sup> concernant l'apport de ressources destinées à promouvoir un développement durable.

8. Les institutions financières multilatérales devaient continuer à jouer un rôle majeur sur le front du développement et celui de la stabilisation du système financier international. Elles étaient instamment priées de renforcer leur coopération avec d'autres activités de développement menées

au sein du système des Nations Unies. Les banques régionales de développement devaient continuer à jouer un rôle important dans le financement du développement et il était fondamental, à cet égard, que leurs mécanismes de financements assortis de conditions libérales soient reconstitués à des niveaux suffisants et en temps opportun.

9. L'Agenda stipulait que tous les pays devaient apporter une attention particulière aux mesures visant à promouvoir des flux internationaux d'investissements et à accroître leur contribution au développement. Afin d'encourager l'investissement intérieur et attirer l'investissement étranger direct (FED), il était indispensable qu'il y ait en place un cadre juridique stable, favorable, efficace et transparent. Les gouvernements des pays développés devaient faciliter les courants d'investissement à long terme vers les pays en développement.

10. L'Agenda, qui a été adopté moins d'un mois avant que n'éclate, en juillet 1997, la crise financière actuelle, soulignait à quel point, avec la mondialisation et l'ampleur prise par les marchés financiers, il fallait désormais prendre des mesures plus efficaces pour mieux parer à l'instabilité des mouvements internationaux de capitaux. Un programme d'action a été établi, dont certains éléments ont été appliqués l'année dernière. L'Agenda stipulait que pour prévenir les crises financières il fallait de meilleurs dispositifs d'alerte rapide, et en particulier savoir mieux surveiller l'évolution des marchés financiers nationaux et internationaux. Les dispositifs d'alerte pouvant faillir, les organismes multilatéraux devaient avoir tous les moyens de réagir rapidement et de façon coordonnée. Il faudrait donc mettre au point des mécanismes financiers pour répondre à ces situations, et pour pouvoir relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle. La communauté internationale était priée de chercher des moyens propres à élargir une coopération judicieuse et renforcée et à faire coordonner au besoin les politiques macroéconomiques poursuivies par les pays en cause, les autorités monétaires et financières et les organismes financiers, afin d'améliorer les dispositifs de consultation préventive entre ces entités. Une des mesures répondant aux grandes orientations proposées par l'Agenda a été, par exemple, la création par le FMI, en septembre 1995, de son Mécanisme de financement d'urgence, destiné à renforcer sa capacité de réagir promptement pour venir en aide à un pays membre frappé par une crise de financement extérieur. Ce mécanisme a été utilisé pour la première fois en juillet 1997, date à laquelle a été approuvé un ensemble de mesures d'aide aux Philippines.

### Activités de recherche

11. L'Agenda n'avait pas prévu dans toute leur ampleur les failles qui se sont faites jour en 1997 et 1998 dans le système financier mondial et les systèmes financiers des différents pays. De nombreux organes des Nations Unies mènent actuellement des recherches sur certains aspects des systèmes financiers mondiaux et nationaux, souvent en partenariat avec d'autres organisations internationales, des universités, des centres de recherche, des entreprises privées, des organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes de la société civile. Ces recherches donnent souvent lieu à des programmes de diffusion visant à attirer l'attention des décideurs.

12. C'est ainsi que l'ONU a récemment mené à terme des recherches sur divers sujets dont : «The impact of liberalization on key markets in sub-Saharan Africa», «La croissance, le secteur extérieur et le rôle des exportations non traditionnelles en Afrique subsaharienne», «Mouvements de capitaux à court terme et crise de la balance des paiements», «Nouveaux modèles de direction et de financement des biens collectifs», et «L'Asie et l'Afrique au centre de l'économie mondiale». Elle a en outre entrepris des recherches sur les techniques de l'information et la croissance et sur les problèmes de protection de l'environnement, d'exportations et de mise en valeur des ressources humaines, dans des modèles de croissance fondés sur les ressources naturelles.

13. Les commissions régionales ont mené à bien des recherches dont les résultats sont publiés dans leurs enquêtes économiques et sociales et dans d'autres publications. C'est ainsi que la CESAP a fait état dans son *Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie en 1998*<sup>2</sup>, de son document de travail No 19, *Foreign Direct Investment in Selected Asian Countries: Policies, Related Institution-Building and Regional Cooperation*<sup>3</sup>, et d'une présentation du Directeur de la recherche sur le développement et de l'analyse des politiques intitulée «The dynamics of Asian economic crisis and selected policy implications»<sup>4</sup>. La CEPALC a mentionné les études suivantes «Pension funds, the financing of transition costs and financial markets development», «Flujos de capital externo en América Latina y el Caribe en los años noventa: experiencias y políticas» et «La relación entre el ahorro externo y el ahorro nacional en contextos de liberalización financiera».

14. En ce qui concerne la mobilisation des courants internationaux de capitaux privés à des fins de développement, les recherches de la CNUCED ont donné lieu au rapport et au document de synthèse de la réunion d'experts sur «La croissance des marchés nationaux, en particulier dans les pays en développement, et ses liens avec les investissements étrangers de portefeuille» (TD/B/COM.2/EM.4/2 et TD/B/COM.2/EM.4/3), au rapport du Secrétariat «Foreign

portfolio investment: implications for the growth of emerging markets» (UNCTAD/GDS/GFSB/4) et à où son *World Investment Report* annuel.

15. Les recherches de la CNUCED sur la coopération internationale en faveur du développement, sur la dette extérieure et la bonne gouvernance des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux figurent dans sa publication annuelle «Rapport sur les pays les moins avancés» et dans son *Rapport sur le commerce et le développement*, ainsi que dans la série de publications regroupées sous le titre général *International Monetary and Financial Issues for the 1990s*. En ce qui concerne le commerce et le financement en faveur du développement, la CNUCED s'apprête à publier une enquête sur les organismes de crédit à l'exportation. Pour ce qui est des sources nouvelles de financement, le secrétariat de la CNUCED publie depuis 1992 une série de documents de recherche et de bulletins, consacrés aux échanges d'émissions de gaz à effet de serre.

16. L'ONUDI a répondu que sa publication *Développement industriel – rapport mondial, 1997*<sup>5</sup> était consacrée au financement du développement industriel.

17. Dans le cadre du PNUD, le Bureau des études sur le développement (CH), relevant du Bureau des politiques de développement, a fait savoir qu'il se fixe comme un de ses principaux objectifs d'augmenter les financements privés et publics en faveur du développement. Il a patronné des études et des publications qui visent à influencer sur le dialogue des décideurs, à mobiliser la recherche de suivi aux niveaux mondial, régional et national et à renforcer les capacités dans le domaine du financement du développement. Depuis 1996, il a publié six documents de synthèse et trois documents de travail sur le financement du développement. Il prépare actuellement deux ouvrages consacrés à ce thème. Le premier, *Global Housekeeping: a New Approach for International Development Cooperation*, porte entre autres les conséquences financières d'une nouvelle coopération en faveur du développement destinée à garantir l'apport de biens collectifs. Le deuxième, *Private Finance for Human Development*, vise à combler l'écart entre l'abondance de capitaux privés investissables et le manque de financements dont souffrent les populations pauvres.

18. Le Bureau régional du PNUD pour l'Amérique latine et les Caraïbes a apporté une aide à des activités de recherche et d'analyse sur les possibilités ouvertes et les problèmes posés par une utilisation des caisses de pension pour financer le développement en Amérique latine. En mai 1997, il a organisé un séminaire chargé de traiter des pièges, des promesses et des possibilités liés aux caisses de pension au Mexique.

19. Le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies entreprend des recherches et des analyses sur plusieurs aspects du financement du développement : traitement des données financières au sein du Système de comptabilité nationale (SCN), innovations institutionnelles en vue de financer un développement durable, et examen des liens existant entre les problèmes divers de financement et le développement social. Ses rapports les plus récents couvrent toute une gamme de sujets allant de la microfinance à la macrofinance. Outre ses rapports destinés aux instances intergouvernementales, le Département des affaires économiques et sociales publie des études importantes, telles que *La situation économique et sociale dans le monde*. Il organise en plus des réunions d'experts, comme la réunion semestrielle du projet LINK, où l'on traite souvent des contraintes financières entravant la croissance économique. Il organise de surcroît des réunions de groupes d'experts ad hoc, comme celle qu'il a convoquée en juillet 1998 en coopération avec les commissions régionales, pour évaluer la crise actuelle de l'instabilité financière internationale (les résultats de cette réunion seront publiés par les Presses de l'ONU).

### **Sensibilisation et participation du secteur privé aux travaux de recherche et d'analyse**

20. En matière de sensibilisation, le PNUD a décrit ce qu'il a fait pour aider le Président de la Deuxième Commission à la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale à organiser, à l'intention des représentants à l'ONU, des séances d'information sur le financement du développement en prévision de la réunion de haut niveau qui doit se tenir en 2001. (Il s'agissait là d'une initiative concertée faisant aussi intervenir le Département des affaires économiques et sociales, la CNUCED, le FMI et la Banque mondiale). En outre, le Bureau des études sur le développement figure au nombre des organisateurs de l'initiative «Money Matters», qui fait appel à la fois au secteur privé et au secteur public et à laquelle participent des investisseurs privés réputés. Le Bureau a également organisé, en collaboration avec des membres de l'Institut Money Matters, des ateliers et séminaires à l'échelon régional et national sur le financement privé et les questions liées au développement humain durable.

### **Activités de formation et renforcement des capacités**

21. Les organes des Nations Unies mènent une vaste gamme d'activités de formation et de renforcement des capacités dans le domaine du financement du développement. Ainsi, grâce à des projets tels que celui de l'Inter-Regional Centre for Entrepreneurship and Investment Training et à l'assistance qu'il apporte pour la mise en place de pôles de promotion industrielle et technologique, l'ONUDI crée une capacité qui doit permettre des apports financiers soutenus aux secteurs de l'industrie et des services. Il y a lieu de mentionner en particulier les activités liées aux stratégies, aux politiques et à la création d'institutions conçues pour aider de petites et moyennes entreprises à s'insérer dans l'économie mondiale. L'ONUDI accorde une attention particulière aux facteurs tels que financement, aptitude à innover, productivité et qualité envisagés du point de vue de la compétitivité internationale, mise en valeur des ressources humaines, y compris l'intégration des femmes au développement industriel et création de réseaux et de programmes régionaux de promotion des investissements.

22. La FAO a signalé que sa Division de l'assistance aux politiques constitue la principale filière permettant d'apporter conseils et assistance aux pays membres en ce qui concerne les politiques, stratégies et programmes nationaux de développement dans le secteur agrorural. Ses services régionaux d'assistance aux politiques aident les pays membres à formuler des politiques et stratégies propres à assurer un milieu économique favorable au développement rural, et ainsi à offrir d'intéressantes possibilités d'investissement aux capitaux nationaux et internationaux. La Division apporte également son concours pour la formation de personnel et l'élaboration et la diffusion de manuels sur le renforcement des capacités nationales d'analyse, d'élaboration et d'application des politiques, ainsi que pour l'analyse des projets d'investissement dans l'agriculture.

23. Le Programme de coopération technique du Département des affaires économiques et sociales en matière d'administration publique comporte un important volet consacré à la gestion financière. Il appuie également les travaux techniques concernant la coopération internationale en matière fiscale et d'autres activités de caractère financier.

### **Gestion de la dette**

24. Le système des Nations Unies apporte une assistance technique aux pays pour les aider à gérer leur dette extérieure. Le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique (BRA), en collaboration avec la Section de gestion et d'analyse de la dette de la CNUCED, a mis l'accent sur l'amélioration des méthodes de rassemblement, de compilation, d'enregistre-

ment et de présentation des données relatives à la dette, l'installation et l'utilisation de logiciels, la formation du personnel national et le renforcement de la capacité institutionnelle de gestion de la dette. Parmi les activités récentes, il y a lieu de mentionner la participation du BRA aux activités de Debt Relief International, organisme financé par l'Autriche, le Danemark, la Suède et la Suisse pour aider les pays pauvres très endettés à mettre au point des politiques et plans d'action pour la gestion de leur dette. Un groupe de travail dirigé par le Représentant résident en Ouganda étudie actuellement la situation de la dette des pays qui sortent d'un conflit; des entretiens portant sur le fonds multilatéral pour la dette du Rwanda ont eu lieu en janvier 1998.

25. À l'issue d'un programme qui s'est achevé en 1994 et auquel participaient le PNUD, la CNUCED et la Banque mondiale, l'Institut de gestion macroéconomique et financière pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe a été constitué en tant qu'institution régionale permanente chargée de favoriser le renforcement des capacités nationales de gestion de la dette. Le BRA et le PNUD élaborent actuellement un projet sur la dette en Afrique, qui permettra de passer en revue les initiatives prises et les partenaires intéressés, en même temps que de procéder à un inventaire partiel des besoins et des capacités dans le domaine de la dette. Ce projet permettra, à partir de travaux réalisés sur le terrain, d'établir un document décrivant et analysant la situation de la dette en Afrique, dans lequel seront présentées un certain nombre d'options.

### **Mobilisation des courants internationaux privés de capitaux pour le développement**

26. Des mesures sont également prises pour aider les pays à obtenir accès sur les marchés internationaux des capitaux. Le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique a, par exemple, entrepris une étude sur l'expérience de Maurice en ce qui concerne la cotation du risque souverain et procède, à titre expérimental, à l'établissement de cotes de crédit pour cinq pays. Il organise des activités de sensibilisation pour familiariser les fonctionnaires africains avec les modalités de la détermination des cotes de crédit et leur dispense une formation en matière de promotion des échanges et des investissements (avec l'aide financière de Singapour).

### **Mobilisation des ressources intérieures pour le développement**

27. On s'accorde largement à reconnaître qu'il importe que les pauvres puissent avoir accès à des prêts de faible montant qui leur permettent d'entreprendre des activités économiques. Le Programme de développement du secteur privé, du Bureau des politiques de développement du PNUD a mis au point le projet «MicroStart» en réponse à la demande des bureaux de pays qui souhaitent pouvoir compter sur un produit pratique et opérationnel pour les aider dans ce domaine. Les bureaux de pays s'engagent à financer leur participation (fixée à 1,5 million de dollars), soit en utilisant leurs propres ressources de base, soit en obtenant des fonds auprès d'autres partenaires (gouvernements, donateurs ou secteur privé). Un projet MicroStart comporte deux éléments intégrés : a) un élément de «don», de faible montant, qui permet à 5 à 10 organisations locales ou plus de recevoir une subvention d'un montant maximum de 150 000 dollars, qu'elles peuvent utiliser comme capital de démarrage pour des prêts et pour financer des frais généraux, et b) un élément de services techniques grâce auquel une société internationale réputée assure aux organisations locales bénéficiaires un large éventail de services techniques. Le PNUD a établi une liste de 300 institutions de microfinancement qualifiées ainsi que de six sociétés de conseil, auxquelles il est possible de faire appel pour obtenir ces services moyennant une rétribution forfaitaire de 500 000 dollars pour une période de trois ans.

28. En mai 1997, le PNUD a lancé également un Programme MicroStart mondial, qui doit permettre d'organiser des initiatives pilotes à l'échelon national dans le cadre d'un partage des coûts. À ce stade, 50 pays ont fait part de leur intérêt pour ce programme. Vingt bureaux de pays ont prévu des fonds pour financer intégralement le Programme, à hauteur de 1,5 million de dollars ou plus. Douze pays se sont engagés à apporter 16,8 millions de dollars pour le financement de MicroStart.

29. Une autre activité intéressante est celle du Groupe consultatif d'aide aux populations les plus pauvres, pour lequel le PNUD s'emploie à obtenir l'appui de banques et d'autres institutions financières.

### **Participation du secteur privé au financement des activités opérationnelles des Nations Unies**

30. Les organes des Nations Unies font de plus en plus appel à la participation du secteur privé dans les opérations, projets et programmes auxquels ils apportent leur appui.

31. La FAO, par exemple, fait une place de plus en plus large au partenariat secteur public/secteur privé pour ac-

croître l'efficacité de ses activités et mobiliser davantage de ressources aux fins du développement. En 1995, a été créée une Unité de la coopération avec le secteur privé et les organisations non gouvernementales, qui centralise et coordonne les relations de la FAO avec le secteur privé et s'emploie à promouvoir le partenariat. Une nouvelle stratégie de partenariat a été approuvée, et une publication décrivant l'expérience acquise et les domaines propices à une telle collaboration doit paraître sous peu.

32. L'expansion des activités du Centre d'investissement de la FAO constituera un important aspect de cette coopération. Le Centre aide les pays à élaborer des projets d'investissement en vue de leur financement international par la Banque mondiale et d'autres banques de développement. En 1996, il a aidé à élaborer des projets d'un coût total de 2,5 milliards de dollars. Les projets envisagés comportent de plus en plus souvent un apport du secteur privé. Le Centre commence à travailler avec des banques commerciales nationales.

33. La collaboration de la FAO avec le secteur privé comporte un appui direct de celui-ci aux activités de l'Organisation et une collaboration à ses travaux sur le terrain. C'est ainsi que le secteur privé a financé intégralement les coûts de la campagne «Telefood» organisée par la FAO. Cette dernière a lancé le Programme spécial de sécurité alimentaire, qui doit aider les pays à faible revenu et à déficit vivrier à accroître le plus rapidement possible leur production alimentaire et leur productivité, essentiellement grâce à l'adoption de techniques de culture améliorées. Le secteur privé peut participer à toutes les phases du Programme spécial, depuis la phase exploratoire jusqu'à celle de l'investissement. L'existence d'un réseau mondial du secteur privé dit «International Agri-Food Network» et d'un Comité italien du secteur privé constituent des exemples de mécanismes nouvellement mis en place en vue de développer la participation du secteur privé au Programme spécial.

34. La collaboration de la FAO avec certaines associations industrielles internationales a facilité les échanges commerciaux, le transfert de technologie et les investissements dans les pays en développement. L'Association internationale de l'industrie des engrais par exemple a appuyé une vaste gamme d'initiatives de la FAO et collabore maintenant avec cette dernière, la Banque mondiale et d'autres partenaires à l'Initiative pour la fertilité des sols, qui est axée sur l'Afrique subsaharienne.

35. Les activités de l'ONUDI font une large place au renforcement des capacités en vue de la promotion des investissements et des technologies, le secteur privé étant appelé à jouer, parallèlement au secteur public, un rôle dominant pour mobiliser et utiliser les investissements de

sources internationale et intérieure. Le Programme de l'ONU-DI sur les investissements et les technologies est conçu et exécuté de manière intégrée et porte sur la totalité du cycle que comportent les projets. Il comporte les activités suivantes : élaboration de politiques nationales conçues pour créer un milieu propice à la promotion des investissements; renforcement des capacités nationales pour l'identification, la préparation, l'évaluation et la promotion de projets; développement et utilisation efficace des capacités technologiques et autres compétences techniques; développement et promotion des qualités de chef d'entreprise, notamment pour les petites et moyennes entreprises; négociation, lancement et exécution de projets d'investissement; gestion permanente de la qualité, normalisation et métrologie; constitution de réseaux d'information sur les technologies industrielles et l'activité économique, et promotion d'un développement industriel viable sur le plan écologique. Ces activités sont exécutées à l'échelon national, régional, sous-régional et international. L'ONUDI a également créé un réseau de partenaires groupant des institutions ou bureaux de promotion des investissements des pays en développement et de grands pays développés, qui est en contact avec les gouvernements donateurs et les centres internationaux d'excellence du secteur privé dans le domaine des technologies de pointe, ainsi qu'avec d'autres institutions internationales de financement qui s'emploient à promouvoir les investissements et le transfert des technologies dans les pays en développement.

36. L'ONUDI fournit également une large gamme de services en rapport avec l'obtention d'un appui du secteur privé. Elle utilise à cette fin des méthodes permettant de formuler des propositions de transfert de technologie ou d'investissement et des logiciels qui permettent d'en évaluer l'intérêt potentiel, et elle organise des bourses de l'investissement et de la technologie (INTECHMART) en vue de mettre en présence les partenaires internationaux.

37. Le Bureau régional du PNUD pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est employé à obtenir des capitaux à risque pour le développement et a, par exemple, identifié certains projets avec l'Association des entreprises de Buenos Aires et de Mendoza. Le South-North Institute, organisation non gouvernementale, a collaboré avec le PNUD à l'élaboration d'un programme pilote visant à faire participer le secteur privé local à la création d'emplois pour les groupes à faible revenu.

38. De même, dans son Partenariat entre le secteur public et le secteur privé pour l'environnement urbain, le PNUD encourage l'apport direct de capitaux privés dans les domaines d'importance critique pour le développement durable, à savoir l'approvisionnement en eau et l'hygiène, la gestion des déchets et l'énergie. Il exploite ses connaissances et ses

capacités d'analyse pour créer un milieu favorable à l'investissement du secteur privé dans des domaines qui, en d'autres circonstances, ne seraient pas considérés comme financièrement intéressants. Il y a lieu de mentionner à cet égard le projet lancé à Manizales (Colombie), qui avait pour objet d'assurer des services de ramassage des déchets domestiques à 21 municipalités et d'examiner l'intérêt potentiel d'un procédé efficace de lavage du café. Le projet a obtenu 600 000 dollars d'une société privée spécialisée dans le recyclage des déchets solides et la production d'engrais à partir de déchets biodégradables, ainsi que dans le recyclage pour la vente du plastique, du verre et du papier.

### **Assistance indirecte pour la mobilisation de ressources financières aux fins du développement**

39. Dans certains cas, le rapport entre les travaux d'une institution et l'obtention de moyens de financement pour le développement n'est qu'indirect. Ainsi, l'OACI a appelé l'attention sur le fait que le transport aérien joue un rôle central dans l'économie mondiale : il permet de mener une grande partie des affaires commerciales mondiales, contribue largement à l'activité du secteur du tourisme en même temps qu'il offre un moyen rentable d'assurer la distribution des biens et services. Des considérations analogues valent pour les travaux de l'UPU. On signale que cette dernière a lancé dans un grand pays en développement un important projet de réforme du système postal national en tant que «projet autofinancé». Le PNUCID a montré comment les flux financiers provenant des recettes illicites du trafic de drogue ou d'autres activités criminelles, loin de contribuer au développement, ont en réalité l'effet inverse et sapent l'entreprise légitime, concentrent les richesses entre les mains d'un petit nombre d'individus et détournent des ressources qui devraient aller au budget des gouvernements. En collaboration avec le Centre de prévention de la criminalité internationale, le PNUCID gère un projet global sur le blanchiment d'argent et met l'accent sur le renforcement des institutions en vue de prévenir et de combattre le blanchiment d'argent et les crimes économiques apparentés.

### **Nouvelles sources de financement**

40. Les réponses reçues font état de certaines formes inédites de financement. Le PNUCID signale que, conformément aux dispositions de la Convention de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes<sup>6</sup>, le Gouvernement luxembourgeois lui fait don d'une partie des

recettes qu'il perçoit lors de la confiscation d'avoirs dans les affaires de trafic de stupéfiants et de blanchiment d'argent. Ces fonds servent à financer des initiatives orientées vers le développement des régions rurales où se pratiquent les cultures illicites, de manière à réduire leur dépendance économique à l'égard de ces cultures. Une organisation non gouvernementale japonaise lance périodiquement des appels de fonds auprès du public japonais et remet chaque année au PNUCID un montant de 400 000 à 500 000 dollars qui doit servir exclusivement à financer l'octroi de subventions de faible montant à des organisations non gouvernementales qui s'emploient à prévenir l'abus des drogues dans les pays en développement.

#### Notes

<sup>1</sup> *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, vol. I, résolutions adoptées par la Conférence.* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : E.93.I.8 et rectificatif).

<sup>2</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente : E.98.II.F.59.

<sup>3</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente : E.98.II.F.62.

<sup>4</sup> Document mimographié présenté à la Réunion d'experts organisée sur le thème «Qu'avons-nous appris un an après la crise financière des économies de marché émergentes?», New York, 21-23 juillet 1998.

<sup>5</sup> Vienne, ONUDI, 1997.

<sup>6</sup> Voir *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, Vienne, 25 novembre-20 décembre 1988, vol. I* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.94.XI.5).